



NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 17 - 17 Décembre, 2010



[Un message aux Watchers du monde entier](#)

"À l'approche de 2011, il y a beaucoup des choses pour être reconnaissants même quand nous nous préparons pour l'important travail à venir. Comme nous l'espérons, nous savons que notre lutte pour les droits de l'homme et la dignité pour tous continuent ; même quand de nouveaux fronts de lutte et de possibilités pour la justice surgissent. La mission et les travaux de Social Watch est plus urgent et plus important que jamais." *Continuer la lecture du message du co-présidents de Social Watch Emily Sikazwe et Tanya Dawkins...*

[Social Watch Inde lance le rapport citoyen sur la gouvernance et le développement](#)

Le rapport 2010 de Social Watch Inde qui a été lancé le mardi 21 décembre à Delhi, fait l'évaluation du fonctionnement du Parlement quant aux questions de la représentation et de le rendement de comptes, l'examen de la fonction et les conséquences des politiques publiques et ses effets sur la vie des gens. Il analyse aussi le travail du Pouvoir Judiciaire dans le domaine quantitatif et qualitatif

[Développement durable sera le thème du Rapport Social Watch 2011](#)

Le Rapport se présentera dans le cadre des préparatifs pour le Sommet Rio + 20, lors d'un moment critique : l'heure est venue d'ouvrir de nouvelles voies pour avancer, tirer des leçons des crises mondiales –économiques, financières, climatiques et alimentaires- et repenser nos buts et stratégies pour le développement et le progrès social, aussi bien dans le Sud que dans le Nord.

[Forum sur les questions relatives aux minorités discute la participation à la vie économique](#)

« Une action positive est essentielle pour surmonter la discrimination et promouvoir la participation active des minorités dans la vie économique, mais les règles commerciales et d'investissement font des mesures d'action positive difficiles ou même impossible à mettre en œuvre » a soutenu Roberto Bissio, en représentation de Social Watch, lors du Forum sur les questions relatives aux minorités qui a eu lieu à Genève mercredi dernier, 15 décembre.

[Cancún: Un accord, oui, mais au goût amer](#)

A Cancún (Mexique), la conférence pour les changements climatiques s'est clôturée ce samedi 11 décembre avec l'adoption d'un paquet de décisions. Le texte de consensus permet d'éviter la faillite du mécanisme multilatéral de négociations des Nations Unies, seul cadre légitime pour la régulation du climat. Ce texte pose un geste important symboliquement, fait des progrès dans certains domaines, mais laisse un goût amer, notamment quant à son contenu sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

[Un message aux Watchers du monde entier](#)

Chers Watchers:

Bonjour ! à l'approche de 2011, il y a beaucoup des choses pour être reconnaissants même quand nous nous préparons pour l'important travail à venir. Comme nous l'espérons, nous savons que notre lutte pour les droits de l'homme et la dignité pour tous continuent ; même quand de nouveaux fronts de lutte et de possibilités pour la justice surgissent. La mission et les travaux de Social Watch est plus urgent et plus important que jamais.

Une fois de plus, cette année le rapport annuel, après l'automne : Temps pour un News Deal a apporté une dose indispensable de vérité, la réalité et la vision à des débats sur la gouvernance, des finances et ce qui est *vraiment* nécessaire pour faire avancer les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes, l'éradication de la pauvreté dans nos

pays et dans le monde. Les Watchers ont continué à élever leurs voix et ont travaillé sans relâche pour construire le pouvoir au nom de ce travail dans tous les coins du monde.

Puisque nous parlons des efforts 'infatigables, nous savons qu'aucun message de fin d'année ne serait complet sans exprimer la reconnaissance spéciale pour ceux qui travaillent dans notre Secrétariat. De manière visible et invisible, notre compétent coordinateur, Roberto Bissio et son équipe talentueux de collègues démontrent leur créativité, leur compétence et leur engagement inébranlable envers notre mission en veillant à ce que le travail de Social Watch avance chaque jour.

Comme Watchers du monde entiers, votre énergie, vos actions et vos idées sont le cœur et l'âme du réseau de Social Watch. Nous avons hâte de travailler avec vous pendant qu'on fini nos plans pour l'Assemblée générale de 2011 aux Philippines, que nous préparons les principales réunions internationales à venir, y compris le Forum Social mondial, CSW, Rio + 20 et nous travaillons pour renforcer nos efforts de plaidoyer sur plusieurs fronts.

En raison des travaux des Watchers, nous nous tournons vers le nouvel an avec une fierté de sens, l'espoir et empressement à relever les défis et les possibilités que 2011 apportera. Ensemble, nous continuerons à construire ce puissant mouvement pour les droits de l'homme, la justice de genre, l'éradication de la pauvreté dans le monde entier.

Au nom du Comité de coordination et des millions des personnes qui en profitent de vos efforts chez nous et à l'étranger tous les jours, nous vous remercions.

Solidarité et meilleurs voeux pour 2011,

Emily Sikazwe, Women for Change (Zambie)
Co-Chair, Social Watch

Tanya Dawkins, Global-Local Links Project (USA)
Co-Chair, Social Watch

[Social Watch Inde lance le rapport citoyen sur la gouvernance et le développement](#)

Le rapport 2010 de Social Watch Inde qui a été lancé le mardi 21 décembre à Delhi, fait l'évaluation du fonctionnement du Parlement quant aux questions de la représentation et de le rendement de comptes, l'examen de la fonction et les conséquences des politiques publiques et ses effets sur la vie des gens. Il analyse aussi le travail du Pouvoir Judiciaire dans le domaine quantitatif et qualitatif.

Préparé par la société civile et des académiciens, le rapport présente un panorama global de la situation de la gouvernance et de la démocratie en Inde. Il cherche remplir le vide de politiques existant entre les organismes de gouvernance et le niveau institutionnel. Il analyse aussi la sensibilité, l'efficacité et l'efficience des institutions de gouvernement pour garantir les droits et les services publics.

Le rapport a été présenté le mardi 21 décembre 2010 dans le Centre Culturel Islamique de l'Inde dans le district de Lodhi, New Delhi.

La citoyenneté doit réclamer aux institutions qu'elle serve à ses intérêts par la participation active dans tous les niveaux de gouvernance. C'est pourquoi il est important pour une initiative de la société civile comme Social Watch, intervenir dans les différents niveaux à travers une évaluation constante et critique de l'activité de ces institutions et servir comme instrument d'incidence.

Dans ce contexte, le Rapport citoyen sur le Gouvernance et le Développement 2010 évalue les quatre institutions clef du gouvernement en Inde : le Parlement, la magistrature, les institutions de formulation de politiques (l'exécutif) et les institutions d'autogouvernement local.

En révisant les principaux événements de l'année et la dynamique de la démocratisation, le Rapport 2010 aussi :

1. Souligne la manière informelle et inadéquate dans laquelle fonctionne le Parlement
2. Analyse les diverses mesures de réforme et de systèmes de sécurité sociale adoptées par le gouvernement tandis qu'il averti contre l'attribution des ressources publiques à des projets privés, sous le mantra d'associations public-privées;
3. Examine quelques importantes sentences judiciaires et fait valoir que les solutions pour le système judiciaire doivent être orientées à la demande qui protège les pauvres, et

4. Observe que l'exercice des Gouvernements de l'Etat dans le processus de décentralisation n'est pas du tout satisfaisant, malgré le consensus sur ses objectifs.

Jusqu'à présent, ce rapport annuel, unique dans le panorama politique de l'Inde, s'est transformé dans un bon outil pour que les citoyens individuels et la société civile organisée demandent un rendement de comptes de la part des institutions du gouvernement. La présente édition produit un débat nécessaire et constructif surtout dans le processus de gouvernance de l'Inde et est bien reçue par des politiciens, avocats, journalistes, activistes de la société civile et par les citoyens intéressés.

[Voyez l'invitation](#)

Social Watch Inde
R-10, Ground Floor, Green Park Extension
New Delhi-110 016, India
Tél./Fax: +91-11-41644576
E-mail: info@socialwatchindia.net

Développement durable sera le thème du Rapport Social Watch 2011

Le Rapport se présentera dans le cadre des préparatifs pour le Sommet Rio + 20, lors d'un moment critique : l'heure est venue d'ouvrir de nouvelles voies pour avancer, tirer des leçons des crises mondiales -économiques, financières, climatiques et alimentaires- et repenser nos buts et stratégies pour le développement et le progrès social, aussi bien dans le Sud que dans le Nord.

Pour atteindre cet objectif, chaque rapport national du Rapport SW 2011 constitue un élément vital ; au-delà des grands plans et paradigmes qui soient en jeu, les organisations de Social Watch savent mieux que personne d'autre quelle est la situation réelle au niveau national et infranational. Ce sont celles-ci les contributions spécifiques qui accordent au rapport sa signification générale.

Le développement durable signifie, surtout, de retrouver l'équilibre entre les droits de l'homme, l'environnement et le développement, et ce que le rapport national doit évaluer c'est l'interaction entre la société, l'économie et l'environnement.

Lors de l'assemblée de Social Watch célébrée à Accra en octobre 2009, on a dessiné la stratégie du réseau et le cadre des activités pour la période actuelle. L'assemblée a alors réaffirmé l'engagement du réseau par rapport à la paix, la justice économique, environnementale et de genre, et le droit de tous les peuples de ne pas être pauvres. On a également reconnu que le changement climatique constitue une menace pour la survie même de la planète et que, ayant pour base l'idée de justice environnementale, Social Watch contribuera aux négociations climatiques actuelles, un point de vue fondé sur ses principes de justice sociale et de genre.

Afin de respecter ces principes, Social Watch promeut actuellement Repenser le développement et le progrès une alliance d'organisations de la société civile dont le dessein est de réfléchir sur les perspectives pour le développement, et qui est formée par 15 activistes leaders, experts et académiciens appartenant à la société civile du monde entier. Le groupe évaluera les modèles conventionnels et alternatifs pour le développement et le bien-être, reconsidérera les indicateurs et les buts du développement, y compris les OMD, arrivera à des conclusions par rapport à de futures stratégies pour aboutir au développement, et fera des recommandations politiques spécifiques pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable 2012.

La période existant entre les sommets 2010 et 2012 nous permet d'ouvrir une fenêtre d'opportunité exceptionnelle pour reconsidérer le paradigme de développement en vigueur et pour développer des stratégies visant à une approche de développement et de bien-être universel global et ayant des perspectives de droits. Le groupe contribuera à un tel processus de repensée.

La participation des groupes de base est essentielle pour aboutir au développement durable : pour qu'elle soit viable, le besoin doit exister de s'approcher à des pratiques comprenant la coordination transversale entre des secteurs de l'intégration des inquiétudes environnementales et sociales dans tous les processus de développement. Autrement dit, tel qu'Agenda 21 (le plan d'action des Nations Unies) l'a remarqué, le développement durable n'existera pas sans une large participation publique dans la prise des décisions. Dans ce sens, le Rapport annuel international de Social Watch se basant sur des rapports élaborés par des groupes de citoyens et des coalitions indépendantes, jouera un rôle clé

dans les débats sur le développement durable.

En fin de compte, à quoi faisons-nous allusion quand nous parlons de développement durable ? Du point de vue conceptuel, le développement durable se divise en trois points ou « piliers » : l'environnemental, l'économique et le social. On peut visualiser ces trois piliers comme le rapport continu entre le bien-être social, l'environnement et la croissance économique. Le développement durable signifie que le développement doit être inclusif, de façon à ce que tous les acteurs s'y engagent et que toutes les actions respectent les besoins de développement durable et environnementaux des générations actuelles et à venir. Ce sont justement les coalitions nationales de Social Watch qui connaissent le mieux quels sont les besoins des générations actuelles et à venir dans chaque pays.

[Forum sur les questions relatives aux minorités discute la participation à la vie économique](#)

« Une action positive est essentielle pour surmonter la discrimination et promouvoir la participation active des minorités dans la vie économique, mais les règles commerciales et d'investissement font des mesures d'action positive difficiles ou même impossible à mettre en œuvre » a soutenu Roberto Bissio, en représentation de Social Watch, lors du Forum sur les questions relatives aux minorités qui a eu lieu à Genève mercredi dernier, 15 décembre.

« Le principe de non discrimination dans les lois des droits de l'homme et sa pratique admet et exige même l'action positive pour obtenir des résultats, en termes de capacités humaines, garantissant l'égalité des opportunités », a expliqué Bissio.

« Dans la loi du commerce et de l'investissement, au contraire, la non-discrimination signifie l'égalité juridique parmi l'inégalité. Les personnes et les entreprises, grandes ou petites, nationales ou étrangères, sont considérées comme égales et les gouvernements sont interdits d'appliquer l'action positive à travers, par exemple, l'imposition des exigences de performance sur les investisseurs étrangers ou l'inclinaison des règles des marchés en faveur de ceux qui emploient des travailleurs des secteurs vulnérables ».

Dans le processus de plaidoyer pour les droits sociaux, économiques et culturels et la surveillance sur comment les gouvernements mettent en œuvre leurs engagements internationaux sur l'éradication de la pauvreté et de la justice de genre, Social Watch a produit des preuves dans plusieurs pays sur l'importance de la « discrimination positive » pour promouvoir des groupes vulnérables spécifiques. Historiquement, la discrimination fondée sur l'origine ethnique, de caste, de langue ou de religion a produit des profondes inégalités. L'égalité de traitement en vertu de la loi, tandis que nécessaire, ne suffit pas.

« Les outils d'action positive peuvent être plusieurs », a déclaré Bissio. « Les gouvernements peuvent subventionner certains secteurs de l'économie où les minorités se concentrent, ils peuvent excepter certaines activités de la fiscalité, ou réduire leur fardeau fiscal, ils peuvent canaliser les marchés publics d'acheter à des fournisseurs spécifiques, ils peuvent exiger aux investisseurs d'embaucher un certain nombre de travailleurs parmi les membres de certaines minorités. C'est une pratique très courante dans de nombreux pays pour les personnes vivant avec un handicap ».

« Pourtant, au cours des deux dernières décennies, les accords de commerce et d'investissement bilatéraux et multilatéraux ont proliféré cela peut restreindre sévèrement la capacité des gouvernements d'appliquer ces outils d'action positive. Paradoxalement, cela c'est fait au nom de la « non discrimination ». Le principe de non discrimination dans les lois et la pratique des droits de l'homme admet et exige même l'action positive pour obtenir des résultats, en termes de capacités humaines, garantissant l'égalité d'opportunités ».

« La crise économique et financière mondiale des deux dernières années a eu un impact disproportionné sur les pays en développement, même si ceux-ci n'ont eu aucune responsabilité dans la création de la crise et sur les minorités au sein de ces pays. Cela est attribuable à plusieurs mécanismes de transfert, comme une diminution de volume et de prix des produits d'exportation, moins de tourisme entrant et une réduction des remises de fonds des travailleurs à l'étranger, qui a conduit à l'augmentation l'endettement de nombreux pays ».

L'important surendettement agit comme un obstacle à la capacité fiscale des gouvernements à respecter leurs obligations en matière de droits de l'homme. Les conséquences de ces dettes et leurs répercussions sur la réalisation progressive des droits économiques et sociaux et les droits des minorités ne peuvent pas être ignorées.

En outre, le FMI continue à conditionner le décaissement des fonds d'allégement de la dette sur la réduction du déficit budgétaire, malgré un large consensus sur la nécessité de mesures d'action de relance budgétaire pour restituer la croissance. « En conséquence, plusieurs gouvernements ont été laissés sans l'espace ou la liberté pour s'engager dans les mesures nécessaires pour soutenir les droits économiques et sociaux et les droits des minorités » dit-il.

"Les réductions de dépenses publiques, plans de consolidation budgétaire, réductions de salaire du secteur public, l'élimination progressive des subventions, le recouvrement des pensions versées et la retardation des prestations sociales sont certaines des façons dont ces mesures fiscales restrictives sont réalisées, en posant des menaces claires pour les mesures en faveur des minorités. A travers la prévention, plutôt que de soutenir, le type de dépenses conséquents (et l'espace politique autonome) clairement nécessaire en temps de crise, les conditionnalités procycliques sapent les droits des minorités".

« Ce contexte de profond blocage économique, social et environnemental de catastrophes dans le monde entier nous donne une occasion historique et en fait une responsabilité générationnelle de repenser la façon dont la prise de décision des politiques économiques fut jusqu'à présent, non seulement pour atténuer l'impact de cette crise financière mais aussi pour réorganiser notre économie mondiale brisé par les politiques économiques concrètes fondées dans les normes des droits de l'homme et principes ".

Une réponse politique de droits des minorités ne présuppose pas un certain type de système économique, ni présentée des politiques fiscales ou monétaires détaillées dans tous les contextes. Pourtant, les droits de l'homme fournissent un cadre clair et universellement reconnu d'orientation dans la conception, mise en œuvre et le suivi des programmes et des politiques économiques. Les politiques économiques orientées vers les droits de l'homme qui génèrent la véritable égalité d'accès aux avantages et assurent le partage des méfaits de l'activité économique et l'environnement pour la protection des personnes sont non seulement nécessaires comme une question de moralité et de justice. Ils sont essentiels pour assurer un système économique plus durable, plus équitable et plus élastique dans la tentative de temps à venir ».

Lire l'intégralité du discours en anglais, y compris des recommandations sur :

<http://www.socialwatch.org/node/12589>

[Cancún: Un accord, oui, mais au goût amer](#)

A Cancún (Mexique), la conférence pour les changements climatiques s'est clôturée ce samedi 11 décembre avec l'adoption d'un paquet de décisions. Le texte de consensus permet d'éviter la faillite du mécanisme multilatéral de négociations des Nations Unies, seul cadre légitime pour la régulation du climat. Ce texte pose un geste important symboliquement, fait des progrès dans certains domaines, mais laisse un goût amer, notamment quant à son contenu sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Un an après Copenhague, le défi de Cancun était aussi de restaurer la confiance entre les parties. Les organisations belges de solidarité Nord-Sud souhaitent féliciter la délégation belge pour son pragmatisme et sa proactivité durant la période de la Présidence de l'Union européenne, et en particulier pendant ce sommet. L'effort de la Belgique pour favoriser les convergences avec les pays en voie de développement, et en particulier le G77 et les pays africains, a porté ses fruits.

Prouvant une volonté politique de coopération, l'accord envisage une série de points clés pour les pays les plus vulnérables. Il aborde ainsi l'atténuation et en particulier la gestion des forêts, l'adaptation, la création d'un fonds vert pour le climat, réaffirme les engagements financiers à court terme et reconnaît la nécessité de 100 milliards de dollars annuels d'ici 2020 pour financer les mesures dans les pays en développement. Le transfert des technologies et le renforcement des capacités font également partie de l'accord.

Les parties ne se sont cependant pas formellement prononcées sur une seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto. Ceci est le résultat du jeu politique du Japon, de la Russie, des Etats-Unis et du Canada. Il n'y a malheureusement pas eu non plus d'accord pour un objectif de réduction mondial des GES, ni d'avancées sur les sources additionnelles de financement. Par contre, la Chine et l'Inde ont montré une ouverture quant à leurs engagements internationaux. Par ailleurs, le fossé entre les promesses de réduction d'émissions et ce dont on aurait besoin pour atteindre l'objectif de Copenhague des 2°C est reconnu.

Lors du sommet, « la société civile a quant à elle été moins visible qu'à Copenhague, à cause du cloisonnement voulu par le gouvernement mexicain », explique Véronique Rigot, chargée de recherches au CNCD-11.11.11. Malgré cela, elle appuie le diagnostic uni des pays du Sud où l'urgence climatique est indéniable, celui de la nécessité d'une transition socio-écologique fondamentale.

« Ce qui s'est passé cette nuit est un petit pas dans la bonne direction, mais il nous reste beaucoup à faire », dit Sarah Vaes, chargée de recherches chez VODO. Pour les autorités belges et européennes, le prochain défi sera d'adopter un

objectif de 30% de réduction de GES (d'ici 2020), pour envisager le plus rapidement possible de passer à 40% de réductions. Nos dirigeants devront par ailleurs dégager des financements additionnels à l'aide publique au développement, et travailler à la mise en œuvre de nouvelles sources de financement à plus long terme, en particulier la taxe sur les transactions financières.

Enfin, il faudra éviter de faire de Durban 2011 un second Copenhague pour aboutir, le plus rapidement possible à un accord global ambitieux, équitable et contraignant pour répondre aux besoins de l'ensemble de l'Humanité.

Signataires

Oxfam Solidarité

Protos

11.11.11, koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging

CNCD-11.11.11

Source: CNCD-11.11.11

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

socwatch@socialwatch.org

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

sw-actualite-request@listas.item.org.uy

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.

Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.